

*Questions orales*

Comme son gouvernement a été invité à une réunion qui doit avoir lieu la semaine prochaine à Regina et à laquelle participeront tous les gouvernements de l'Ouest pour discuter du transport du grain, y compris du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, et qu'il a fait valoir la nécessité d'un commun accord pourquoi a-t-il décliné cette invitation qui lui aurait permis d'établir avec les premiers ministres provinciaux les raisons pour lesquelles, du moins du point de vue des Canadiens de l'Ouest, il est absolument indispensable de maintenir le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, la réponse est fort simple. Depuis des années, j'essaie d'amener les premiers ministres de l'Ouest à discuter de cette question et à s'entendre. Depuis la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest qui s'est déroulée au début des années 70, nous essayons de résoudre ce problème. Comme vient de le dire le député, les premiers ministres de l'Ouest ne parviennent pas à se mettre d'accord sur cette question qui relève surtout du gouvernement fédéral. C'est pourquoi nous avons décidé d'agir.

Quant à la suggestion de M. Blakeney de se réunir à Regina pour discuter du problème, elle vient un peu tard. Il sait pertinemment que nous essayons depuis des années d'en discuter avec eux. Il préfère tenir une révision sur un sujet qui relève surtout du gouvernement fédéral et nous somme d'y participer, en étant bien persuadé que cela lui vaudra l'appui des électeurs de l'Ouest. C'est peut-être vrai. Quoi qu'il en soit, nous n'en avons pas fait un thème électoral. La preuve en est que nous n'avons pas beaucoup de représentants dans l'Ouest comme le député nous l'a rappelé.

Nous essayons de trouver à ce problème qui date de 90 ans, une solution qui nous donnera un service de transport digne de la fin du XX<sup>e</sup> siècle au lieu de nous dire qu'il est impossible de modifier ce qui a été convenu à la fin de 1890, sans provoquer la colère des néo-démocrates réactionnaires.

## LES RAISONS DU REFUS DE L'INVITATION

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, le premier ministre espère peut-être attirer les bonnes grâces des députés libéraux de l'arrière-ban par son outrecuidance en parlant d'attitudes réactionnaires ou autres. Je puis lui assurer que cela n'a aucun poids auprès des Canadiens. Comme le premier ministre a déclaré qu'il faut s'efforcer d'en arriver à un consensus et comme le gouvernement conservateur de l'Alberta assistera à la conférence, ainsi que le gouvernement créditiste de la Colombie-Britannique et les deux gouvernements néo-démocrates du Manitoba et de la Saskatchewan, pourquoi le parti libéral fédéral du Canada fait-il preuve d'une telle arrogance et d'une telle indifférence en refusant de se joindre aux représentants de l'Ouest pour discuter sérieusement de cette question?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député a attendu un peu tard pour s'intéresser à la question. Je lui ai dit que nous nous efforçons depuis des années de discuter de cette question et d'en arriver à un consensus parmi les premiers ministres provinciaux. Nous

n'avons pas réussi à faire changer d'avis au premier ministre M. Blakeney, qui est toujours convaincu qu'il ne faut pas toucher aux tarifs du Pas du Nid-de-Corbeau. C'est pourquoi j'ai bien l'impression que l'objet de cette réunion n'est que du pur électoralisme.

**M. Broadbent: Vérifiez-le donc!**

**M. Trudeau:** C'est ce que nous faisons, mais pas dans ce contexte. Lundi prochain, je crois, les membres du comité des affaires de l'Ouest doivent se réunir avec les ministériels manitobains afin de discuter précisément de cette question. Nous sommes bien disposés à en discuter, mais elle ne mérite pas qu'on en fasse un tel battage. C'est pourquoi nous continuons à en discuter de cette façon.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE PROTÉGER LES  
CÉRÉALICULTEURS DE L'OUEST

**M. Doug Neil (Moose Jaw):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Manifestement, la déclaration que le ministre des Transports a faite ce matin à Winnipeg a pour effet de bloquer au niveau de 1981-1982 la participation que le gouvernement fédéral verse aux sociétés ferroviaires pour combler l'écart entre le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau et le tarif compensatoire. Cela signifie en somme que toute hausse future des tarifs sera imputée aux producteurs qui, d'ici 1987, devront porter un fardeau de un demi-milliard de dollars. Le ministre sait bien qu'à cause des coûts et des taux d'intérêt élevés et de la faiblesse des prix du grain, les céréaliculteurs de l'Ouest éprouvent de graves difficultés financières.

Le ministre responsable du bien-être des agriculteurs de l'Ouest est-il prêt à s'engager à protéger leurs intérêts? A-t-il tenté de convaincre ses collègues du cabinet des effets désastreux qu'aura cette politique sur l'avenir financier des céréaliculteurs?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, le député a tort de prétendre que nous rejetons le fardeau sur le dos des producteurs de céréales. C'est inexact. Nous leur demandons plutôt de partager les frais de transport des grains. Si nous nous en tenions au programme d'antan, programme qui comptera 85 ans cette année, ainsi qu'à bien d'autres programmes agricoles de cette époque reculée, le député se rend compte aussi bien que moi, j'en suis certain, que le Canada ne produirait pas autant qu'il le fait aujourd'hui.

Des changements s'imposent. En 1985, nous paierions moins de 20 p. 100 des frais de transport des grains. En 1990, nous en paierions 7 p. 100. J'ai discuté de cette question avec un grand nombre de producteurs de l'Ouest. J'ai constaté que, dans l'ensemble, ils étaient prêts à négocier et à accepter des modifications.

Bien sûr, j'ai assisté aux séances du cabinet au cours desquelles nous en avons discuté. Depuis des mois, en fait depuis des années, je préconise des changements au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. J'ai proposé un rajustement de ce tarif. Cela ne veut pas dire que les agriculteurs seront livrés à eux-mêmes. Si le député se donne la peine d'examiner le programme proposé, il verra qu'il est fort équitable.